

PV de la réunion « DROIT A UN TOIT – RECHT OP EEN DAK »
du 11.12.2017 au Kenniscentrum

Présents : Nicolas De Kuyssche (Le Forum), Iram Chaudhary (La Porte Ouverte), Deborah Oddie (Escale), Daan Vinck (Hobo), Pascal Biesemans (Rolling Douche), Laurent d'Ursel (DoucheFlux), Tom Van Vlierberghe (CAW Brussel), Chloé Thôme (L'Ilot), François Bertrand (la Strada), Anna (Pierre d'Angle), Nicolas Schkoda (RestoJet), Edward Bekaert (Bruxelles Accueil Porte Ouverte), Mathieu De Backer (Smes-B), Ajar (Diogenes), Koen Van den Broeck (Infirmiers de rue), Birger Blancke et Nathalie Deroo (Fédération Bico-federatie)

Excusée : Clara Mennig (AMA)

Présentation de la vidéo du match de foot du 17/10 :

A voir sur le lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=wylec5bZlgM&feature=youtu.be>
 et à faire circuler, merci !

1. Courrier sur le plan hivernal

(voir proposition de courrier ci-joint)

Acteurs : Samusocial, CAW Brussel, Croix Rouge, Médecins du Monde, 86.400.

Cette année encore les choses ont été préparées en urgence et il n'y a aucune ambition d'évaluation, tant d'un observateur externe qu'interne. C'est inquiétant car si l'expertise développée par chacun des acteurs n'est pas évaluée, elle ne pourra pas non plus être capitalisable et ne donnera pas de base pour l'année prochaine.

Pourquoi ne pas sensibiliser les acteurs à déjà penser à ce qui va et ne va pas et à nous fournir des éléments/analyses internes qui pourraient être utilisés pour le plan hivernal 2018/2019 ? L'année prochaine, avec l'ordonnance qui passera assez tard, on risque de se retrouver à nouveau en dernière limite alors qu'il y a des difficultés structurelles qui devraient être analysées avant.

Question : Aval ou pas sur le courrier pour le soumettre à la signature des 80 organisations ?

Question sous-jacente à l'ordre du jour : Quel mandat avons-nous par rapport aux 80 signataires ?

N.B. Le nombre d'organisations signataires est maintenant plus élevé que 80, il évolue.

Différents avis :

- Il semble difficile d'utiliser la signature des 80 organisations car elles ont signé un appel très précis, il faut rester mobilisé sur ce qu'on a demandé et ne pas s'éparpiller.
- Il serait plus intéressant que cette demande d'évaluation vienne des organisateurs du dispositif hivernal. Il faut en tout cas au moins qu'ils aient été contactés.
- Traiter ce point dans la concertation bruxelloise de l'aide aux sans-abri. Il faut y associer de nouveaux acteurs. Il y a d'ailleurs un accord de la concertation pour une évaluation du dispositif hivernal par la Strada. Il faudrait donc peut-être ajouter que la concertation est d'accord pour faire le lien avec la Strada.
- Le courrier est assez light, il faudrait plus insister sur le côté très dernière minute, qui se répète d'année en année et qui est incompréhensible. Cependant le cadre politique créé ne permet pas d'être en dehors de la dernière minute.
- Remettre en cause le BAIS pour que ça reste cohérent avec le message de départ, cependant nous souhaitons que le BAIS pilote le dispositif hivernal car nous ne sommes pas contre une coordination.
- Mais comme le courrier est assez light, avoir un accord des signataires ne devrait pas poser de problème. Il faut cependant demander et avoir cet accord. Nous pourrions nous répartir les signataires à contacter.
- Il faut aller rapidement et l'envoyer avant les vacances de Noël. Quid si des associations ne signent pas ? N'indiquer que le nombre d'associations signataires.

→ **Modification du courrier avec les thèmes suivants : improvisation, bricolage, dernière minute, irrespect du public, effet de surprise, méconnaissance des saisons,...**

- **Il faut être sûr que les organisations en charge du dispositif hivernal ne se sentent pas visées. Les associations ne réagissent peut-être pas aussi vite que ça mais il y a des anticipations politiques qui ne se font pas (bâtiments trouvés trop tard, budgets libérés trop tard,...).**

→ **Répartition des contacts + partenaires officiels du dispositif hivernal (Croix Rouge devrait être signataire mais ils ne peuvent pas).**

- **Si on doit contacter les signataires, il faut en profiter pour poser d'autres questions, vérifier qu'ils sont toujours actifs,...**

2. Bilan de l'opération « photos »

Résultats jusqu'ici :

- Une soixantaine de photos reçues.
- Une centaine de signatures supplémentaires.

Le résultat n'est pas celui escompté. Les sollicitations ont été faites par Facebook mais on finit par relancer toujours les mêmes personnes. L'action aurait dû être relayée plus loin.

→ **Rédaction d'un communiqué de presse. Si la presse le relaie ça donnera peut-être un nouveau souffle.**

→ **Essayer chacun à notre niveau de le diffuser, de le rappeler, encourager les gens à le faire à titre privé pour ce que soit plus viral. Si c'est pour le mois de mars c'est bien aussi.**

Est-ce que l'appel n'est pas trop ancien ? Si on veut d'avantage fonctionner sur un mode de campagne de pétitions, il faudrait peut-être refaire un texte plus ciblé, plus précis, ... mais alors il faudra refaire signer toutes les associations.

Il faut attendre une nouvelle opportunité, qu'on ait un message clair. L'appel et la manifestation ont fait bouger les lignes mais c'était lié au momentum qui était idéal !

Il faut voir sur quoi on veut maintenant concrètement bosser (plan hivernal, captation logement,...), il y a également l'ordonnance qui sera votée ce jeudi.

Ordonnance : Il faudrait un communiqué de presse avec ce qu'on veut car une fois l'ordonnance votée par le Gouvernement bruxellois, elle doit encore passer au Parlement. Est-ce que la Fédération Bico et l'AMA feraient une proposition au nom de Droit à un Toit ? Pour ça, il ne nous faut pas le mandat des 80. Cependant il est dangereux d'être en négociations et de passer par la presse en même temps, ça risquerait de bloquer alors que le plus important est d'avancer dans les négociations.

→ **Diffusion par les associations que c'est positif mais qu'on ne lâche pas les choses. Pour que le mouvement continue à être actif.**

→ **Quand les Fédérations sentent que quelque chose pourrait être débloqué par les 80, il faut agir très vite.**

→ **Les Fédérations avertissent Droit à un Toit quand c'est suffisamment sûr que l'opérationnel est séparé du BAIS pour qu'on puisse communiquer là-dessus.**

3. Compte rendu des contacts / rencontres avec les politiques

- Les Fédérations ont été beaucoup contactées (effet de la manifestation)
- Audition d'acteurs du secteur en Commission des Affaires Sociales.
- Les Fédérations ont aussi contactés des politiques après la Commission.

→ **Point positif, c'est ce qu'on voulait, qu'on soit entendu et écouté.**

4. La suite ?

Nous avons le mandat pour créer quelque chose autour des trois piliers de l'appel : prévention, logement, fin du sans-abrisme.

Il faut trouver une méthodologie de travail qui convienne à tout le monde et qui implique tout le monde.

→ **Travailler sur des rendez-vous et des horaires qui soient moins flous.**

→ **Remplir le cadre, avoir un objectif dans le temps plus ciblé que l'appel général.**

La fin du sans-abrisme est déclinable en **plusieurs chantiers** :

- Prévention (ex. : comment savoir qui va tomber en rue, travailler ensemble sur des moyens, voir ce qui se fait en Flandre, lien avec CPAS, ...)
- Logements
- Urgence (ex. : déterminer notre temps de l'urgence et les actions à mettre en œuvre pour y arriver, quelles sont les alternatives à l'urgence, ...)
- Site Internet (ex. : donner une vue de tout ce qui existe, permet de mutualiser le plus possible [ex. recherche de bénévoles], montrer les chiffres du secteur [par ex. nombre de personnes relogées,...], le visiteur du site pourrait voir ce qu'il peut faire [dons, temps, logement,...], ...).

Forme :

- Journée d'études en 2018, cependant ce n'est pas parce qu'on fait un événement qu'il se passera quelque chose par la suite. De plus, si ce qui se dégage c'est notre vision de l'organisation du secteur c'est trop tard, il faut aller plus loin. Cela pourrait être l'aboutissement du processus.
- Livre, reprenant des données chiffrées, diagnostics, propositions très concrètes du secteur, qui s'adresserait aux politiques mais aussi à tout un chacun qui s'intéresse. Comment mieux travailler, travailler autrement,... Cela pourrait aussi être l'aboutissement du processus.
- Réfléchir à des idées originales, par ex. l'hébergement des sans-papiers : on s'est tous fait doubler par les citoyens (parc Maximilien). On ne travaille pas assez sur les mouvements/initiatives citoyens. C'est ce qui était intéressant avec ce mouvement-ci. On a 80 organisations signataires mais aussi beaucoup de citoyens. Réagir avec le citoyen, lui donner des perspectives, où veut-on arriver ?

→ **Lister les questions/propositions/actions concrètes, poser la question à nos équipes,... Si on arrive à inventer de nouveaux dispositifs qui fonctionnent, ils seront subsidiés.**

→ **Travailler sur des petits formats car ça fonctionne (par ex. appel, manif, site Internet).**

→ **Si on recontacte les signataires, poser la question des chantiers qu'ils veulent voir mis en avant.**

→ **Plusieurs groupes de travail ? Les expériences ne sont pas les mêmes. Prendre plusieurs chantiers pour faire des sous-groupes.**

→ **Deadline : arriver à quelque chose pour fin juin.**

→ Il faudrait des citoyens autour de la table et qui auraient des points de vue différents. Ça devrait être une force de ce mouvement. Est-ce que c'est faisable ? Peut-être pas mais il faut que ce soit possible sinon on reste entre nous alors qu'il nous faudrait une réflexion plus large. Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux que les citoyens s'engagent une fois que le secteur à une base de travail, des projets concrets portés par le secteur ?

Prochaine réunion : lundi 15 janvier 2018 à 9h00 au Kenniscentrum WWZ - rue de Laeken 76 à 1000 Bruxelles, salle polyvalente du 1^{er} étage.

Venir avec un maximum d'idées pour déblayer les chantiers et la méthodologie pour y arriver.